

Edito | « Il n'est de richesse, ni force que d'hommes. »

Cette citation de l'économiste français Jean Bodin (1529-1596) met en exergue un constat regrettable intemporel : il nous arrive d'oublier que la croissance et l'accumulation de richesses ne sont pas des finalités en soi mais des moyens d'améliorer le sort de l'homme.

En effet, dans notre volonté d'améliorer notre quotidien, il nous arrive fréquemment de manquer de recul et d'oublier la véritable finalité de nos actions. Nous confondons nos objectifs avec les moyens d'y parvenir et nous trompons ainsi grossièrement dans l'ordre de nos priorités.

Inscrite dans son contexte économique de l'époque, cette morale de Jean Bodin a conservé tout son sens au fil des siècles. Elle nous interpelle sur l'importance de recentrer l'homme au cœur de ses attentes et, dans notre contexte actuel, trouve un nouvel écho.

En effet, il est intéressant de constater que cette citation est tronquée dans la mémoire collective qui n'en retient que ce qui l'intéresse, à savoir : « il n'est de richesse que d'homme... ». La relire aujourd'hui dans son intégralité lui redonne toute sa puissance et sa pertinence, car s'il n'est de richesse que d'homme il n'est également de force que d'homme.

Et si nous appliquons ce précepte à la gestion d'actifs ? Le contexte actuel nous pousse parfois à oublier l'homme et on se laisserait tenter par le « progrès technologique » qui peut, par moment, nous détourner de la confiance que l'on se porte à nous-mêmes.

A quoi bon la gestion active ? C'est plus cher et nombreux sont ceux qui déclarent que les anomalies, voire les crises de marché, sont issues d'erreurs humaines. On entend régulièrement que les gérants, en moyenne, ne battent pas leurs indices... Alors à quoi bon rémunérer un homme puisqu'il ne fait pas mieux qu'un ETF ou même qu'un Robot Advisor ?

Il nous semble important de mettre en garde contre cette idée facile. Loin de nous l'idée de verser dans le catastrophisme en déclarant, par exemple, avec Michael Burry que les ETFs sont une bulle dont il faut à tout prix se détourner. Car il faut se méfier des idées partisans.

Pendant, dans le contexte actuel des taux qui plonge les marchés dans une configuration inédite, il est indispensable de replacer l'homme au centre de nos préoccupations et de notre confiance pour garder la maîtrise de nos investissements.



Investissements et marchés

De la cupidité à la solidarité : une nouvelle approche du capitalisme et les questions que personne ne se pose... pour l'instant.

L'effet de surprise commence à s'estomper. Voilà maintenant plus d'une semaine que certaines des entreprises les plus influentes au monde ont ébranlé les fondations (idéologiques) du capitalisme tel que nous le connaissons.

En effet, la semaine dernière, 181 des chefs de direction membres de la table ronde des entreprises des États-Unis (Business Roundtable) - notamment ceux de Goldman Sachs, Bank of America, Apple et Amazon - ont publié un communiqué, dans lequel ils affirment que les entreprises devraient servir l'ensemble des intervenants, y compris leurs employés, leurs clients, leurs fournisseurs et les collectivités au sein desquelles elles exercent leurs activités, et ce, tout en générant de la valeur à long terme pour les actionnaires.

En d'autres termes, cette vision fondamentale différente place les entreprises à l'avant-plan du changement social. Il s'agit même d'un virage abrupt et, dans un certain sens, d'un rejet de la doctrine de Milton Friedman, selon laquelle l'objectif d'une société se résume à maximiser les rendements pour les actionnaires.

Si cette annonce a été condamnée par certains - un journaliste du National Review [1] a comparé cette prise de position à une volte-face de la part des entreprises -, elle a été saluée par beaucoup.

Parallèlement, d'autres en ont profité pour approfondir le programme de la table ronde : cette semaine, la Saïd Business School, rattachée à l'université d'Oxford, et la Berkeley Law School se sont associées à des entreprises telles que Hermes EOS, afin de lancer une campagne mondiale dont le but est d'inciter chacune des sociétés cotées en bourse à publier une déclaration d'intention d'ici 2025.

Étant donné les implications colossales, il n'est pas étonnant qu'une telle vision fasse autant parler dans les entreprises et les médias, et qu'elle soit autant commentée sur les chaînes d'information financière.

Toutefois, pour un nombre d'entre nous qui défendons depuis longtemps le fait de poursuivre fidèlement des objectifs (comme la lutte contre le changement climatique) dans le cadre des décisions d'investissement,

ce succès en matière d'intégration de enjeux ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance) n'est que la confirmation de ce type de modèle tenant compte des intervenants est déjà largement accepté, tant par les investisseurs de détail que par les investisseurs institutionnels. Il reflète également un changement plus vaste concernant les attentes de la société vis-à-vis des entreprises dans notre culture. Autrement dit, la table ronde des entreprises ne fait que rattraper son retard par rapport au marché et à l'ensemble de la société.

Pourtant, l'annonce faite la semaine dernière n'en reste pas moins un triomphe. Mais le travail acharné et les décisions difficiles commencent maintenant, car il sera compliqué de trouver un équilibre entre des aspirations aussi disparates.

L'idée que ce nouveau modèle profitera également à tous les intervenants relève tout simplement de l'utopie. On imagine facilement les conflits d'intérêts suivants :

- les employés exigent des salaires plus élevés (ce qui réduit les marges bénéficiaires) ;
- le souci de protéger l'environnement se traduit par la volonté d'appliquer une taxe carbone (cet effet externe courant devient un coût de plus en plus tangible) ;
- les actionnaires souhaitent des rachats d'actions et des dividendes accrus (ce qui s'oppose aux investissements en capital à long terme en faveur de l'innovation et de l'amélioration de la productivité) ;
- des voix s'élèvent pour privilégier les chaînes d'approvisionnement locales par rapport aux sources étrangères (avec des répercussions évidentes sur les coûts) ;
- les employés à la retraite désirent maintenir un revenu élevé (ce qui pèse sur les salariés plus jeunes, lesquels ne pourront pas bénéficier des mêmes avantages).

C'est là que le bât blesse. Nous devons reconnaître que ce nouveau modèle aura pour conséquence possible, voire probable, de réduire la croissance et les profits.

Même si les niveaux élevés de profits et de croissance enregistrés entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et la Grande

Souvenons-nous de nos Origines, et osons nous faire confiance ! ■

Nathan Hirtzig
23 septembre 2019

Sommaire

Investissements et marchés | De la cupidité à la solidarité : une nouvelle approche du capitalisme et les questions que personne ne se pose... pour l'instant. Placement AGF Inc.

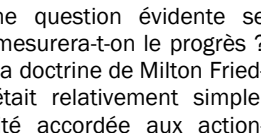
Investissements et marchés | D'un « miracle » économique à un essoufflement. Placement AGF Inc.

Economie | La ruée vers l'or | Président Trump 2, Président Powell 0 | ASG Capital Management

Marchés US | Assouplissement des règles de Volcker, ASG Capital Management

Marchés financiers | Baromètre des Marchés, Seven Capital Management

R&D | Retour sur la liquidité des ETFs, Seven Capital Management



Récession fort aujourd'hui partie de la planification économique et des attentes relatives au rendement du capital, la majorité des observateurs s'entendent pour dire qu'il s'agissait d'une anomalie historique et qu'une telle vigueur ne se répètera vraisemblablement pas, comme devraient en attester les taux de rendement actuels. Il est vrai que les actionnaires, petits ou grands, ont tout intérêt à voir les rendements s'accroître. Toutefois, en vertu du nouveau modèle, ils devront céder une portion des privilèges qu'ils ont acquis au fil des décennies à d'autres intervenants, dont plusieurs ne possèdent aucun titre (environ 48 % des Américains adultes ne détiennent pas d'actions, selon un sondage réalisé en 2016 par la société de conseil Gallup [1]).

Mais surtout, une question évidente se pose : comment mesurera-t-on le progrès ? Conformément à la doctrine de Milton Friedman, le calcul était relativement simple, puisque la priorité accordée aux actionnaires permettait de mettre l'accent sur la maximisation des profits.

S'il y a bien un enseignement à tirer des vingt dernières années d'expérience en matière d'investissement dans l'optique des enjeux ESG, c'est que la réalisation concomitante de profits accrus ET d'avancées sociales ou environnementales ne va pas nécessairement de soi. Nous commençons seulement à apprendre à accepter qu'il ne soit pas toujours possible d'atteindre tous les objectifs voulus. La nouvelle approche exigera des compétences particulières et déterminantes sur le plan de la gestion des compromis.

Le communiqué publié la semaine dernière annonce clairement un avenir bien plus nuancé, qui s'accompagnera d'une multitude de complications et de questions délicates. À l'image de la démocratie, en quelque sorte. Préparez-vous donc à un avenir mouvementé, mais synonyme d'enrichissement dans la vie de chacun. ■

Martin Grosskopf
VP et gestionnaire
de portefeuille
Placements AGF Inc.
28 août 2019



Les commentaires que renferme le présent document sont fournis à titre de renseignements d'ordre général basés sur des informations disponibles au 27 août 2019 et ne devraient pas être considérés comme des conseils personnalisés en matière de placement, une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières. Nous avons pris les mesures nécessaires pour nous assurer de l'exactitude de ces commentaires au moment de leur publication, mais cette exactitude n'est pas garantie. Nous invitons les investisseurs à consulter un conseiller financier.

Les opinions exprimées dans cet article sont celles de l'auteur et ne représentent pas nécessairement le point de vue d'AGF, de ses filiales et de toute autre société apparentée ou affiliée, et ne peuvent être associées à aucun fonds ni à aucune stratégie d'investissement.



Investissements et Marchés

D'un « miracle » économique à un essoufflement.

L'Inde est l'autre géant asiatique, qui compte plus d'un milliard d'habitants et qui a connu une croissance exceptionnelle.

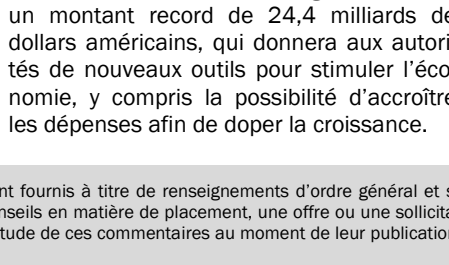
En effet, l'histoire de ce « miracle » économique a émerveillé les investisseurs qui surpandaient le pays depuis des années, faisant passer les rendements boursiers en territoire nettement positif au premier semestre de 2019, malgré le contexte de plus en plus difficile à l'échelle mondiale.

Seul problème? La situation a commencé à se détériorer, alors qu'une série de nouvelles économies décevantes est publiée et que les données officielles sur le PIB du pays sont remises en question. Même si le gouvernement essaie de faire contrepoids au flux de mauvaises nouvelles en adoptant des mesures de relance, ce n'est vraisemblablement pas suffisant pour faire rebondir l'économie.

Les chiffres parlent...

Commençons par regarder les chiffres. Selon les données officielles du gouvernement, l'économie de l'Inde a progressé d'environ 7 % par année, de l'exercice 2011-2012 à la fin de l'exercice 2016-2017. Toutefois, ces données ont été dénoncées au printemps par d'anciens dirigeants économiques haut placés ayant indiqué que le taux de croissance réel de l'économie du pays avait été beaucoup plus faible. Bien que le gouvernement ait récemment admis que l'économie ralentissait, les nouvelles ont été encore plus sombres la semaine passée. Les données du premier trimestre pour la période se terminant en juin ont révélé que la croissance avait baissé à 5 %, en raison d'un repli généralisé des secteurs de l'agriculture, des biens industriels et des services, en plus d'une baisse de la consommation intérieure, selon Credit Suisse.

Les observateurs des marchés avaient déjà commencé à réviser leurs prévisions avant la publication des nouvelles de la semaine dernière. Pour sa part, Morgan Stanley a revu à la baisse ses prévisions pour l'exercice, invoquant notamment la faible demande intérieure et les tensions commerciales persistantes. Ses prévisions à l'égard de la croissance du PIB se sont établies à 6,3 %, en baisse par rapport à 6,5 %. Moo-



dy's lui a emboîté le pas, abaissant ses prévisions de croissance du PIB indien à 6,2 % pour l'exercice en cours, contre 6,8 % auparavant. Il importe de noter que ces prévisions devront être révisées en fonction des données du premier trimestre.

Ces révisions ont été faites dans la foulée du ralentissement marqué des ventes de voitures imputable au resserrement des conditions de liquidités, qui a été initié par les banques d'État et les institutions bancaires non financières, lesquelles sont confrontées à la détérioration de la qualité du crédit et à l'augmentation des prêts non productifs. Plus tôt ce mois-ci, la Société des fabricants automobiles indiens a publié des données indiquant que les ventes des véhicules de voyage avaient baissé de 31 % en juillet, il s'agit du 9e mois consécutif de baisse et du pire repli mensuel en plus de 18 ans.

Le gouvernement a réagi au ralentissement de la croissance en réduisant son taux directeur à son plus bas niveau en neuf ans. Il s'agit de la quatrième baisse de taux opérée par la Banque de réserve de l'Inde (la Reserve Bank of India ou RBI) en un an, et elle a été plus importante que prévu, à 35 points de base. Par ailleurs, la semaine dernière, la RBI a accordé au gouvernement un montant record de 24,4 milliards de dollars américains, qui permettra aux autorités de nouveaux outils pour stimuler l'économie, y compris la possibilité d'accroître les dépenses afin de dopper la croissance.

Problèmes structurels

Les facteurs géopolitiques pèsent sans aucun doute sur l'économie. Cependant, plusieurs problèmes structurels doivent être réglés pour que l'Inde revienne sur la bonne voie. À l'heure actuelle, la consommation intérieure anémique, le resserrement des conditions de liquidités et le faible cycle de dépenses en immobilisations nuisent tous à la croissance économique.

Vu la faible utilisation de la capacité industrielle, de nombreuses sociétés indiennes risquent sur leur désendettement. Les craintes d'un ralentissement économique mondial les découragent aussi d'augmenter leurs dépenses en immobilisations à court terme. De plus, le pays est aux prises avec un déficit budgétaire et un déficit du compte courant, ce qui accroît les pressions exercées sur l'économie lorsque le dollar américain s'apprécie par rapport à la roupie.

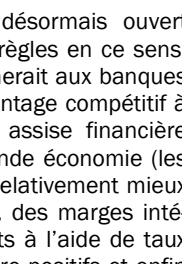
Bien que le marché ait salué la réélection sans équivoque du premier ministre Narendra Modi au printemps, ce dernier ne dispose pas du même nombre d'instruments que ses pairs dans une économie gérée, comme la Chine, pour stimuler une économie qui tourne au ralenti.

En conclusion, les récentes mesures de relance ne seront sans doute pas suffisantes pour stimuler une économie qui ralentit encore plus que ce que les analystes avaient prévu, et les investisseurs devraient adopter une approche prudente.

Des occasions de placement

Pour le moment, nous croyons que les investisseurs qui sont intéressés par l'Inde devraient privilégier les sociétés ayant une exposition à l'extérieur du pays. Ces sociétés profitent également de la faiblesse de la roupie, qui rend leurs exportations et leurs services beaucoup plus concurrentiels. ■

Regina Chi
VP et gestionnaire
de portefeuille
Placements AGF Inc.
13 septembre 2019



Les commentaires que renferme le présent document sont fournis à titre de renseignements d'ordre général et sont fondés sur de l'information disponible au 5 septembre 2019. Ils ne devraient pas être considérés comme des conseils personnalisés en matière de placement, une offre ou une sollicitation d'achat ou de vente de valeurs mobilières. Nous avons pris les mesures nécessaires pour nous assurer de l'exactitude de ces commentaires au moment de leur publication, mais cette exactitude n'est pas garantie. Nous invitons les investisseurs à consulter un conseiller financier.

Les points de vue exprimés dans cet article sont ceux de l'auteur et ne représentent pas nécessairement les opinions d'AGF, de ses filiales et de toute autre société apparentée ou affiliée, et ne peuvent être associées à aucun fonds ni à aucune stratégie d'investissement.

La Société de Gestion AGF Limitée (« AGF »), un émetteur assujéti au Canada, est une société indépendante formée de sociétés en propriété exclusive de gestion d'actifs diversifiées à l'échelle mondiale. Les filiales de gestion de placements d'AGF sont Placements AGF Inc. (« PAGFI »), AGF Investments America Inc. (« AGFA »), AGF Asset Management (Asia) Limited (« Hightstreet »), AGF Investments LLC (anciennement FFCM LLC) (« AGFUS »), AGF International Advisors Company Limited (« AGRIA »), AGF Asset Management (Asia) Limited (« AGF AM Asia »), Doherty & Associates Ltd. (« Doherty ») et Cypress Capital Management Ltd. (« CCM »). PAGFI, Hightstreet, Doherty et CCM sont inscrites à titre de gestionnaires de portefeuille auprès de diverses commissions des valeurs mobilières canadiennes, de même qu'auprès d'autres organismes canadiens. AGFA et AGFUS sont inscrites aux États-Unis à titre de conseillers en placement. AGRIA est réglementée par la Central Bank of Ireland et est inscrite auprès de l'Australian Securities & Investments Commission. AGF AM Asia est inscrite à Singapour à titre de gestionnaire de portefeuille. Les filiales de gestion de placements faisant partie d'AGF gèrent plusieurs mandats complémentaires des actions, des titres à revenu fixe et des éléments d'actif équilibrés.

MC Le logo AGF est une marque de commerce de la Société de Gestion AGF Limitée et est utilisé aux termes de licences.



Marché US

Assouplissement des règles de Volcker : l'impact positif sur les activités de fonds propres des banques américaines.

De nombreux pays sont venus au secours de leurs banques suite au krach financier de 2008.

Dans un deuxième temps, les États concernés (principalement aux États-Unis et en Europe) ont dû modifier leurs législations bancaires afin d'endiguer les excès consécutifs à l'origine de cette crise. Certaines activités bancaires furent arrêtées et d'autres fortement réduites, sous l'œil attentif des régulateurs en charge de l'application de ces nouvelles règles. En parallèle, un effort important de renforcement des capitaux propres fut exigé de cette industrie afin d'épargner au contribuable un soutien systématique dans le cas d'une future crise.

Le coût de cette opération pour la collectivité fut important. L'endettement des États impliqués s'est accru d'une manière significative, menant par la suite à des politiques d'austérité budgétaire dans certains pays. Frieux de se mettre en conformité, le secteur bancaire a permis de défrayer le financement de l'économie réelle au profit de celui des États (déjà désemparés). L'endettement souverain est considéré moins ris-

qué au regard de la réglementation. Le résultat s'est traduit par une activité économique en dessous de son potentiel de croissance, voire anémique dans certains cas. En réponse, les grandes Banques Centrales ne pouvaient qu'appliquer des politiques monétaires historiquement accommodantes, en espérant une reprise un jour...

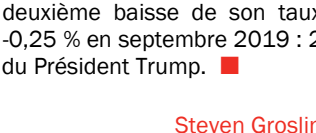
Seulement voilà, avec ces économies qui restent structurellement faibles, des taux d'intérêt proches de zéro et une ressource importante de capitaux propres à rémunérer, les marges sur des activités bancaires classiques s'avèrent fréquemment insuffisantes. Compensées par une réduction des coûts de fonctionnement suite aux progrès technologiques, de nombreuses grandes banques mondiales ont réussi, malgré tout, à afficher des résultats honorables. Cependant, leur avenir demeure incertain au regard de la santé fragile de l'économie réelle dans laquelle elles opèrent.

Face à une telle perspective, les banques américaines cherchent à prendre les devants. Elles ont poussé leurs autorités à « lâcher du lest » à travers un assouplisse-

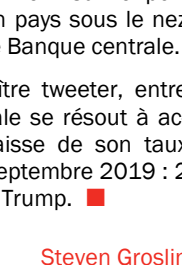
ment des règles de Volcker qu'elles trouvent trop contraignantes (ces règles touchent essentiellement les activités boursières des banques). Pour lequel un qui comprend les bienfaits des marchés financiers en bonne santé. M. Trump a été sensible à ces demandes. Avec des banques plus rentables, le estime que ces dernières seraient un moteur encore plus performant dans la construction de la croissance future du pays.

Le débat politique est désormais ouvert pour un ajustement des règles en ce sens. Une fois en place, il donnerait aux banques américaines un triple avantage compétitif à l'échelle mondiale : une assise financière de taille grâce à une grande économie (les États-Unis), qui s'en sort relativement mieux que l'Europe et le Japon, des marges intéressantes sur leurs crédits à l'aide de taux d'intérêt américains encore positifs et enfin un règlement plus assoupli que celle de ses concurrents étrangers.

Le challenge d'une telle réforme serait alors de l'encadrer afin d'éviter un retour aux dérives du passé. Avec la fin de la politique d'autorégulation menée par MM. Greenspan et Bernanke, les autorités américaines d'aujourd'hui sont en bonne position pour réajuster à cet assouplissement réglementaire, car ils disposent déjà de l'arsenal juridique nécessaire à cet effet. ■



Yggy Cohen
10 septembre 2019



Economie

Président Trump 2, Président Powell 0 !

Dans notre article de juin 2019 (Président Trump 1, Président Powell 0), nous décrivions la rivalité sur la politique monétaire du pays entre le Président Trump et le Président de la Réserve fédérale, M. Powell.

Rappelons qu'à l'automne 2018, M. Trump avait traité M. Powell de « loco » (fou en espagnol) alors que ce dernier s'efforçait d'augmenter une fois de plus les taux d'intérêt américains.

Si la planche paraissait exagérée pour la planète finance, les événements boursiers qui ont suivi ont donné raison au locataire de la Maison Blanche. Forcé de constater son erreur, M. Powell corrigeait sa commu-

nication fin décembre et procédait à l'application d'une première baisse des taux de -0,25 % en juillet 2019 dans le cadre d'une politique monétaire désormais devenue plus accommodante.

Pendant, le Président des États-Unis en veut plus. Avec son arme de déstabilisation massive, il tweete à l'encontre de M. Powell, le traitant maintenant « d'ennemi de la nation. »

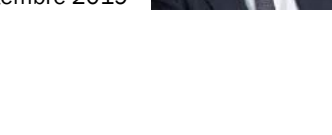
Les marchés financiers interprètent cette agression comme la volonté de M. Trump de faire baisser les taux d'intérêt plus encore. Et ça marche ! Le rendement du bon du trésor américain 10 ans est passé de 1,90 % à 1,47 % pendant le seul mois

d'août, soit près de deux fois la baisse des taux consentie par la Fed quelques semaines auparavant.

Par son approche particulière de communication, le chef d'état américain semble progressivement prendre la main sur la politique monétaire dans son pays ou le nez et la barbe de sa propre Banque centrale.

Sous la pression du maître tweeter, entre autres, la Réserve fédérale se résout à accorder une deuxième baisse de son taux directeur de -0,25 % en septembre 2019 : 2,00 en faveur du Président Trump. ■

Steven Groslin
11 septembre 2019



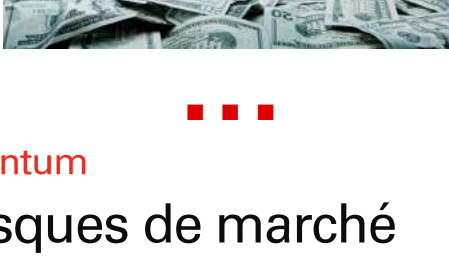
Métaux précieux

La ruée vers l'or

Récemment, deux grandes figures du monde de la finance, Ray Dalio, le fondateur de Bridgewater, et Mark Mobius, l'ancien patron de Templeton Emerging Markets, ont prôné les bienfaits d'une allocation sur l'or.

Par le passé, leur parcours les avait amenés à commenter et intervenir sur l'évolution d'actifs plus classiques. À ce jour, peu d'intervenants de cette envergure se sont affichés publiquement en faveur du métal jaune. Par conséquent, les commentaires de ces gourous de l'investissement ont été très remarqués par les journalistes.

À l'instar de M. Bernanke, ex-Président de la Réserve fédérale qui considère l'or comme une relique barbare, les principaux agents monétaires ont souvent délégué ce genre d'investissement. Volait en termes de prix pour certains, marché trop étroit pour d'autres, le métal jaune les intéressait peu. De plus, il ne fournit pas de flux d'intérêts ou de dividendes comme des actifs papiers, obligations ou actions.



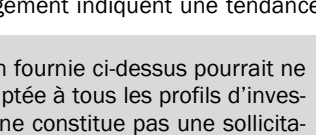
En août 2019, la quantité de devises mondiales à rendement négatif tuteo les 17 trillions de USD. Dans ce contexte, détenir un actif tel que l'or (ayant un rendement de 0 %) semble aujourd'hui de moins en moins farfelu pour ces grands financiers moniaux, investisseurs récents du passé.

Ces interventions sont aussi révélatrices d'inquiétudes croissantes concernant les politiques monétaires mises en place par les grandes Banques Centrales. D'un côté, les taux d'intérêt sont proches de 0 %, voire négatifs dans certains pays. D'un autre côté, le recours à la planche à billets pour l'achat d'actifs financiers déviant quasi-systématiquement. Un jour, ceci risque de dé-

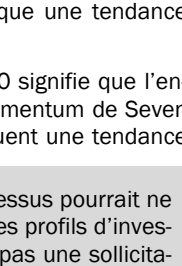
clencher une crise de confiance dans les monnaies elles-mêmes (USD, EUR, Yen, Yuan, etc.) Dans un tel scénario, où se réfugier ? Un actif à l'épreuve du temps existe, le bon vieux métal jaune.

Souignons que d'autres interventions ont analysé les dommages collatéraux possibles des politiques monétaires actuelles, bien avant M. Dalio ou M. Mobius. Le temps nous dira si tous ces protagonistes avaient raison de s'inquiéter.

Dans cette attente, les incertitudes actuelles financières, économiques, commerciales et géopolitiques, sur fond de retour sur investissement à néant, sont incitatives pour de nombreux investisseurs à envisager de prendre le chemin de la ruée vers l'or. ■



Steven Groslin
11 septembre 2019

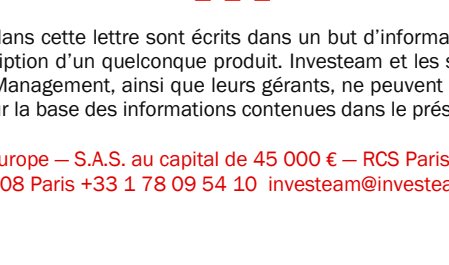


R&D

Retour sur la liquidité des ETFs—Automne 2019

Suite à une interview (par email) de Michael BARRY à Bloomberg le 4 septembre 2019, dans laquelle il établit un parallèle entre la bulle des fonds indiciels et celle des CDO subprimés, pour partie responsables de la Grande Crise Financière (GFC) de 2008, il nous semble opportun de faire un point sur l'évolution des fonds indiciels et de leur liquidité.

Ceux qui nous lisent depuis plus d'un an savent que ce thème fait partie de nos centres d'intérêts principaux. Ainsi, la



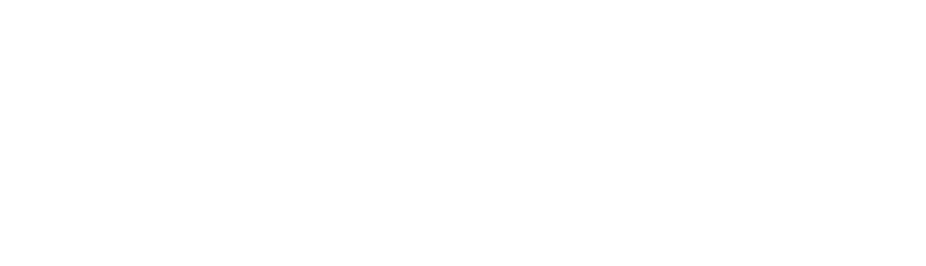
publication d'une interview de l'un des principaux protagonistes du Big Short (le Casse du Siècle) sur ce sujet ainsi que les nombreuses réactions qu'elle a générées nous donnent l'occasion de revenir sur l'un de nos thèmes favoris...

[Télécharger et lire la suite de l'article](#)

Bruno Symon
23 septembre 2019

Au filtre de la gestion Momentum

Le baromètre des risques de marché



L'échelle de risque est dérivée du niveau d'investissement des stratégies momentum développées par Seven Capital Management.

Un niveau de risque de 2 signifie que l'ensemble des stratégies momentum de Seven Capital Management indique une tendance de marché positive.

Un niveau de risque de 10 signifie que l'ensemble des stratégies momentum de Seven Capital Management indique une tendance de marché négative.

L'information fournie ci-dessus pourrait ne pas être adaptée à tous les profils d'investisseur. Elle ne constitue pas une sollicitation ou un conseil d'investissement de quelque nature que ce soit. Pour toutes informations concernant les processus et méthodes de gestion employées par Seven Capital Management merci de contacter notre service client. Document d'information sans valeur contractuelle.



Document non contractuel – Les articles contenus dans cette lettre sont écrits dans un but d'information uniquement. Ils ne constituent ni une offre ni une recommandation ou sollicitation en vue de la souscription d'un quelconque produit. Investeam et les sociétés de gestion AGF Investments Inc., ASG Capital, Fox Gestion d'actifs, MCA Finance et Seven Capital Management, ainsi que leurs gérants, ne peuvent en aucun cas être tenus pour responsable d'une quelconque décision d'investissement prise à partir ou sur la base des informations contenues dans le présent document.